

## OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

## COUR D'ARBITRAGE

[2004/201958]

## Extrait de l'arrêt n° 106/2004 du 16 juin 2004

Numéro du rôle : 2753

*En cause* : le recours en annulation des articles 474, 475, 476 et 478 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 (« Procédure de publication au *Moniteur belge* »), introduit par l'a.s.b.l. GERFA.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman et E. Derycke, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 30 juin 2003 et parvenue au greffe le 1<sup>er</sup> juillet 2003, l'a.s.b.l. GERFA, dont le siège est établi à 1190 Bruxelles, avenue du Pont de Luttre 137, a introduit un recours en annulation des articles 474, 475, 476 et 478 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 (« Procédure de publication au *Moniteur belge* ») (publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 2002).

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. Les articles 472 à 478 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, dont les dispositions entreprises font partie, disposent :

« Art. 472. Le *Moniteur belge* est une publication officielle éditée par la Direction du *Moniteur belge*, qui rassemble tous les textes pour lesquelles la publication au *Moniteur belge* est ordonnée.

Art. 473. Les textes à publier sont regroupés en éditions. Chaque édition porte une date et un numéro d'ordre ascendant. Plusieurs éditions sont possibles pour une même date de publication. Le premier numéro du *Moniteur belge* de chaque année porte le numéro d'ordre 1.

Le *Moniteur belge* a une pagination continue qui commence par la page 1 du premier numéro de chaque année.

Chaque édition mentionne expressément le nom et la fonction du fonctionnaire responsable de la Direction du *Moniteur belge* ainsi que le lieu de publication.

Art. 474. La publication au *Moniteur belge* par la Direction du *Moniteur belge* se fait en trois exemplaires imprimés sur papier.

Un exemplaire est déposé en exécution de la loi du 8 avril 1965 instituant le dépôt légal à la Bibliothèque royale de Belgique, un exemplaire est conservé auprès du ministre de la Justice en tant que gardien du sceau de l'Etat et un exemplaire est disponible pour consultation auprès de la Direction du *Moniteur belge*.

Art. 475. Toute autre mise à disposition du public est réalisée par l'intermédiaire du site Internet de la Direction du *Moniteur belge*.

Les publications mises à disposition sur ce site Internet sont les reproductions exactes dans un format électronique des exemplaires sur papier prévus à l'article 474.

Art. 476. La date à laquelle est réalisée, conformément à l'article 475, la mise à disposition sur le site Internet de la Direction du *Moniteur belge* est identique à la date mentionnée sur l'édition publiée conformément aux dispositions de l'article 473.

Avant que les exemplaires prévus à l'article 474 ne soient déposés et conservés, il y est apposé la date à laquelle est réalisée la mise à disposition sur le site Internet de la Direction du *Moniteur belge* ainsi que le nom, la fonction et la signature du fonctionnaire dirigeant de la Direction du *Moniteur belge* ou son représentant, désigné par le Ministre de la Justice.

Art. 477. Aucune rétribution n'est due ni pour l'utilisation des fichiers électroniques mis à disposition sur le site Internet de la Direction du *Moniteur belge* conformément à l'article 475 ni pour leur consultation et pour leur transformation ultérieure.

Les fichiers peuvent être utilisés librement aussi bien pour un usage commercial que pour un usage privé.

Art. 478. Les articles 472 à 477 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003. »

*En ce qui concerne la recevabilité du recours*

B.2.1. Le Conseil des Ministres conteste l'intérêt de l'a.s.b.l. « Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative » (ci-après : GERFA), requérante, au motif que les dispositions attaquées ne porteraient pas atteinte à l'étude et à la promotion de la réforme des administrations publiques et qu'elles n'auraient aucune influence sur les conditions dans lesquelles la requérante serait associée au fonctionnement du service public.

B.2.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage imposent qu'une personne morale qui introduit un recours en annulation justifie d'un intérêt à agir devant la Cour.

L'intérêt requis n'existe que dans le chef de ceux dont la situation pourrait être directement et défavorablement affectée par la norme attaquée. Il s'ensuit que l'action populaire n'est pas admissible.

B.3.1. L'article 190 de la Constitution dispose :

« Aucune loi, aucun arrêté ou règlement d'administration générale, provinciale ou communale, n'est obligatoire qu'après avoir été publié dans la forme déterminée par la loi. »

Les dispositions attaquées règlent, pour tous les textes pour lesquels, en exécution de l'article 190 de la Constitution, la publication au *Moniteur belge* est ordonnée, leur mode de publication. Elles sont critiquées en ce que la publication se fera désormais, à l'exception de trois exemplaires imprimés sur papier, visés à l'article 474 de la loi entreprise, « par l'intermédiaire du site Internet de la Direction du *Moniteur belge* ».

B.3.2. Compte tenu de ce que la publication est une condition essentielle de la force obligatoire des textes officiels, la faculté pour chaque personne d'en prendre connaissance en tout temps est un droit inhérent à l'Etat de droit puisque c'est cette connaissance qui permettra à chacun de s'y conformer.

Il s'ensuit que toute personne, fût-elle une personne morale, dispose d'un intérêt à contester les dispositions d'une loi qui modifie le mode de publication de textes susceptibles d'affecter sa situation.

B.4. L'exception est rejetée.

*En ce qui concerne le fond*

B.5. L'examen du moyen pris de la violation des règles répartitrices de compétences précède celui du moyen pris de la violation du principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination.

*Quant au moyen pris de la violation des règles répartitrices de compétences*

B.6. Selon la partie requérante, les dispositions qu'elle attaque violent les articles 54, 55 et 84 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui imposeraient aux communautés et aux régions de publier leurs textes décrets et réglementaires au *Moniteur belge* tel qu'il existait lorsque ces dispositions ont été adoptées. En modifiant unilatéralement ces règles de publication, le législateur fédéral aurait porté atteinte aux prérogatives des communautés et des régions.

B.7.1. L'article 54 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose :

« § 1. La sanction et la promulgation des décrets du Conseil flamand se font de la manière suivante :

' De Vlaamse Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

(décret)

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt '.

§ 2. La sanction et la promulgation des décrets du Conseil de la Communauté française se font de la manière suivante :

' Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

(décret)

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*. '

§ 3. La sanction et la promulgation des décrets du Conseil régional wallon se font de la manière suivante :

' Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

(décret)

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*. ' ».

L'article 55 de la même loi spéciale énonce :

« Après promulgation, les décrets du Conseil flamand sont publiés au *Moniteur belge*, avec une traduction en langue française, les décrets du Conseil de la Communauté française avec une traduction en langue néerlandaise et les décrets du Conseil régional wallon avec une traduction en langue néerlandaise et en langue allemande. »

L'article 84 de la même loi spéciale est libellé comme suit :

« La publication et l'entrée en vigueur des arrêtés des Gouvernements sont fixées comme suit :

1° Les arrêtés des Gouvernements sont publiés au *Moniteur belge* avec une traduction en néerlandais ou en français, selon le cas. Les arrêtés du Gouvernement wallon sont en outre publiés avec une traduction en langue allemande.

Néanmoins, lorsqu'ils n'intéressent pas la généralité des citoyens, les arrêtés visés à l'alinéa premier peuvent n'être publiés que par extrait ou ne faire l'objet que d'une simple mention au *Moniteur belge*; si leur publicité ne présente aucun caractère d'utilité publique, ils peuvent ne pas être publiés.

2° Les arrêtés sont obligatoires à partir du dixième jour après celui de leur publication, à moins qu'ils ne fixent un autre délai.

Les arrêtés notifiés aux intéressés sont obligatoires à partir de leur notification ou de leur publication si elle lui est antérieure. »

B.7.2. En imposant aux communautés et aux régions la publication au *Moniteur belge* de leurs textes décrets et réglementaires, le législateur spécial entendait étendre à ces textes l'application du principe consacré par l'article 190 de la Constitution. (*Doc. parl.*, Sénat, 1979-1980, n° 1/434, p. 42)

B.8. Ni la Constitution ni la loi spéciale du 8 août 1980 n'attribuent aux communautés et aux régions la compétence de régler la publication officielle de leurs textes. Le législateur fédéral pouvait donc, en vertu de sa compétence résiduelle, établir de nouvelles règles relatives au support matériel de la publication des décrets et de leurs arrêtés d'exécution, imposée par l'article 22 de la loi spéciale du 8 août 1980.

En outre, ni les textes précités de la loi spéciale ni leurs travaux préparatoires ne font apparaître que le législateur spécial aurait eu l'intention d'imposer que la publication des décrets et règlements communautaires et régionaux au *Moniteur belge* se fasse dans la forme qu'il revêtait au moment de l'adoption de la loi spéciale.

B.9. Le moyen n'est pas fondé.

*Quant au moyen pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution*

B.10. La partie requérante allègue que les dispositions attaquées violent les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'elles rendraient la consultation du *Moniteur belge* moins aisée et extrêmement coûteuse puisqu'il faut disposer d'un matériel informatique performant et d'une connexion à Internet pour pouvoir accéder au contenu du *Moniteur belge*. Les dispositions attaquées créeraient une discrimination entre les citoyens selon leur situation financière ou sociale puisque seuls les citoyens riches et initiés auraient accès au site Internet du *Moniteur belge*. Ces dispositions marqueraient également une rupture d'égalité entre fonctionnaires, quelques-uns seulement ayant une connexion à Internet.

B.11. Les dispositions litigieuses ont été introduites dans la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, par la voie d'un amendement présenté par le Gouvernement et justifié comme suit :

« La décision du Gouvernement fédéral a été inspirée par l'importante diminution des abonnements à la version papier et par la progression constante des consultations de la version électronique, qui est disponible en ligne depuis cinq ans. En outre, l'impression et la diffusion de la version papier du *Moniteur belge* coûte sensiblement plus que les recettes des abonnements, et la suppression de la diffusion de la version papier par la Direction du *Moniteur belge* permettra de réaliser une économie. » (*Doc. parl. Chambre, 2002-2003, DOC 50-2124/009, p. 3*)

B.12. La loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires a imposé l'obligation de publier les textes du pouvoir fédéral au *Moniteur belge*.

Pour les décrets communautaires et régionaux, la même obligation est imposée par les articles 22 et 54 à 56 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et par les articles 46 à 48 de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone. Les articles 8, 32, 33, 69 et 73 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises contiennent des dispositions analogues pour les ordonnances de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Commission communautaire commune, de même que les décrets portant transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française organisent cette publication pour les décrets qui émanent de la Commission communautaire française.

D'autres dispositions des lois précitées traitent de la publication des actes administratifs de ces diverses autorités.

B.13. Selon l'ensemble de ces textes, les actes législatifs, ainsi que les actes administratifs qui intéressent « la généralité des citoyens » (article 56, § 1<sup>er</sup>, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par l'arrêté royal du 18 juillet 1966 et article 84 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles), sont obligatoires à compter du dixième jour qui suit cette publication, sauf s'ils fixent un autre délai.

L'effet attaché à la publication suppose que le mode de publication pour lequel opte le législateur garantisse l'accessibilité des textes officiels sans discrimination afin que l'ensemble des destinataires de ces textes soient en mesure de connaître les obligations qui leur sont imposées par ces textes et les droits qui leur sont reconnus par ceux-ci.

B.14. Les dispositions attaquées ne créent par elles-mêmes aucune différence de traitement puisque toutes les personnes auxquelles s'appliquent les actes législatifs et administratifs peuvent en prendre connaissance de la même manière. Mais ce qui est reproché à ces dispositions est, précisément, de n'avoir pas tenu compte de ce que chacun n'a pas un accès égal aux techniques informatiques. Or, le principe d'égalité et de non-discrimination peut être violé lorsque le législateur traite de la même manière des personnes qui se trouvent dans des situations essentiellement différentes.

B.15. La suppression de l'édition imprimée sur papier du *Moniteur belge*, hormis les trois exemplaires qui sont déposés à la Bibliothèque royale de Belgique, au Ministère de la Justice, ainsi qu'à la Direction du *Moniteur belge*, et son remplacement par une mise à la disposition du public par l'intermédiaire du site Internet de la Direction du *Moniteur belge* sont des mesures dont il peut raisonnablement être admis qu'elles sont en rapport avec l'objectif du législateur, évoqué au B.11. Elles s'inscrivent par ailleurs dans l'évolution de la société, les techniques informatiques devenant un procédé de communication de plus en plus courant.

B.16. Toutefois, la Cour doit encore examiner si, par les effets que peuvent avoir ces mesures, il n'est pas porté atteinte de manière disproportionnée au droit mentionné en B.3.2, au détriment d'une catégorie de personnes, en ne prévoyant pas pour elles un autre mode d'accès, adapté à leur situation, aux textes qui produisent, à leur égard, des effets de droit.

B.17. En ce qui concerne l'accessibilité, les travaux préparatoires indiquent non seulement que l'exemplaire déposé à la Direction du *Moniteur belge* peut y être consulté par toute personne intéressée mais aussi que les communes et les bibliothèques doivent investir dans l'acquisition de matériel informatique (C.R.A., Chambre, 2002-2003, 50 COM 850, p. 1) et, enfin, que les personnes qui ne disposent pas d'outils informatiques pourront se voir délivrer par les services du *Moniteur belge*, dans les 24 heures de leur demande, une copie conforme et authentifiée de l'acte ou du document qu'elles souhaitent obtenir (*Doc. parl., Sénat, 2002-2003, n° 2-1390/5, p. 10*).

B.18. Cette dernière mesure permettant d'obtenir une copie d'un acte ou d'un document du *Moniteur belge* n'est pas de nature à remédier aux effets négatifs des dispositions entreprises. Ceux qui ne disposent pas de matériel informatique ne pouvant consulter eux-mêmes le *Moniteur belge*, il sera en effet particulièrement malaisé à qui recherche un texte de pouvoir identifier l'exemplaire où le texte en question est publié.

Cette mesure introduit ainsi une différence de traitement entre celui qui, ayant accès à un matériel informatique, peut consulter aisément tous les numéros du *Moniteur belge* édités depuis la mise en vigueur des dispositions attaquées et y trouver le texte qui l'intéresse, et celui qui, n'ayant pas accès à l'informatique, ne peut identifier le numéro dans lequel ce texte est publié.

B.19. La possibilité de consulter les exemplaires déposés à la Direction du *Moniteur belge* peut certes permettre de faire une telle recherche mais elle n'assure pas à chacun un accès aux textes qui l'intéressent, sans difficulté excessive.

B.20. Une solution, évoquée lors des travaux préparatoires, serait que les communes et les bibliothèques s'équipent d'un matériel informatique (C.R.A., Chambre, 2002-2003, 50 COM 850, pp. 1 et 2) mais rien ne garantit qu'elles le fassent ni même qu'elles disposeraient de l'infrastructure et des moyens nécessaires pour le faire.

B.21. Sans doute le *Moniteur belge* édité sur papier n'assurait-il pas non plus la connaissance par chacun des textes qui l'obligent. Pour certaines personnes, la mise à la disposition des textes sur un site Internet favorisera même leur accès et le rendra également moins onéreux.

Mais il reste que, du fait des dispositions entreprises, un nombre important de personnes se verront privées de l'accès effectif aux textes officiels, en particulier par l'absence de mesures d'accompagnement qui leur donneraient la possibilité de consulter ces textes, alors qu'elles avaient la possibilité, antérieurement, de prendre connaissance du contenu du *Moniteur belge* sans devoir disposer d'un matériel particulier et sans avoir d'autre qualification que de savoir lire.

B.22. Faute d'être accompagnée de mesures suffisantes qui garantissent un égal accès aux textes officiels, la mesure attaquée a des effets disproportionnés au détriment de certaines catégories de personnes.

Elle n'est dès lors pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.23. Compte tenu de ce que la mesure attaquée est d'application depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, de ce que le législateur a le choix des mesures à prendre pour mettre fin à la discrimination constatée, mais que leur mise en œuvre peut demander du temps, il y a lieu, en application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, de maintenir les effets des dispositions annulées de la manière indiquée au dispositif.

Par ces motifs,

la Cour

- annule les articles 474 et 475 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002;  
- maintient définitivement les effets des publications effectuées jusqu'au 31 juillet 2005 en exécution des dispositions annulées.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 16 juin 2004.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

## ARBITRAGEHOF

[2004/201958]

### Uittreksel uit arrest nr. 106/2004 van 16 juni 2004

Rolnummer 2753

*In zake* : het beroep tot vernietiging van de artikelen 474, 475, 476 en 478 van de programmawet (I) van 24 december 2002 (« Publicatieprocedure in het *Belgisch Staatsblad* »), ingesteld door de v.z.w. GERFA.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman en E. Derycke, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

#### I. Onderwerp van het beroep en rechtspleging

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 30 juni 2003 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 juli 2003, heeft de v.z.w. GERFA, met zetel te 1190 Brussel, Luttrebruglaan 137, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 474, 475, 476 en 478 van de programmawet (I) van 24 december 2002 (« Publicatieprocedure in het *Belgisch Staatsblad* ») (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2002).

(...)

#### II. In rechte

(...)

B.1. De artikelen 472 tot 478 van de programmawet (I) van 24 december 2002, waarvan de bestreden bepalingen deel uitmaken, bepalen :

« Art. 472. Het *Belgisch Staatsblad* is een officiële publicatie uitgegeven door het Bestuur van het *Belgisch Staatsblad*, die alle teksten waarvoor de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* wordt bevolen, verzamelt.

Art. 473. De te publiceren teksten worden gegroepeerd in uitgaven. Elke uitgave heeft een datum en een oplopend volgnummer. Meerdere uitgaven per publicatiedatum zijn mogelijk. Het eerste nummer van het *Belgisch Staatsblad* van elke jaargang draagt het volgnummer 1.

Het *Belgisch Staatsblad* heeft een doorlopende paginering die begint met bladzijde 1 op het eerste nummer van elke jaargang.

Elke uitgave vermeldt uitdrukkelijk de naam en de functie van de voor het Bestuur van het *Belgisch Staatsblad* verantwoordelijke ambtenaar en de plaats van publicatie.

Art. 474. De bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* door het Bestuur van het *Belgisch Staatsblad* gebeurt in drie exemplaren die op papier gedrukt worden.

Eén exemplaar wordt gedeponereerd in uitvoering van de wet van 8 april 1965 tot instelling van het wettelijk depot bij de Koninklijke Bibliotheek van België, één exemplaar wordt in bewaring gegeven bij de Minister van Justitie als bewaarder van 's Lands zegel en één exemplaar ligt ter inzage bij het Bestuur van het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 475. Elke andere terbeschikkingstelling van het publiek gebeurt via de internetsite van het Bestuur van het *Belgisch Staatsblad*.

De op deze internetsite ter beschikking gestelde publicaties zijn de exacte reproducties in elektronisch formaat van de in artikel 474 vermelde exemplaren op papier.

Art. 476. De datum waarop, overeenkomstig artikel 475, de terbeschikkingstelling via de internetsite van het Bestuur van het *Belgisch Staatsblad* gebeurt is gelijk aan de datum die vermeld wordt op de gepubliceerde uitgave overeenkomstig de bepalingen van artikel 473.

Voor de in artikel 474 vermelde exemplaren gedeponereerd en in bewaring worden gegeven, wordt daarop de datum waarop de terbeschikkingstelling via de internetsite van het Bestuur van het *Belgisch Staatsblad* gebeurt alsmede de naam, de functie en de handtekening van de door de Minister van Justitie aangewezen leidend ambtenaar van het Bestuur van het *Belgisch Staatsblad* of zijn vervanger aangebracht.

Art. 477. Voor het gebruik van de overeenkomstig artikel 475 via de internetsite van het Bestuur van het *Belgisch Staatsblad* ter beschikking gestelde elektronische bestanden is geen enkele vergoeding verschuldigd, noch voor de consultatie, noch voor verdere verwerking.

De bestanden mogen vrij gebruikt worden, zowel voor persoonlijk als voor commercieel gebruik.

Art. 478. De artikelen 472 tot 477 treden in werking op 1 januari 2003. »

*Wat betreft de ontvankelijkheid van het beroep*

B.2.1. De Ministerraad betwist het belang van de v.z.w. « Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative » (hierna : GERFA), verzoekende partij, omdat de aangevochten bepalingen geen afbreuk zouden doen aan de studie en de bevordering van de hervorming van de overheidsadministraties en zij geen enkele invloed zouden hebben op de voorwaarden waaronder de verzoekende partij betrokken zou zijn bij de werking van de openbare dienst.

B.2.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof vereisen dat een rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang om voor het Hof in rechte te treden.

Het vereiste belang is slechts aanwezig bij diegenen die door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig in hun situatie zouden kunnen worden geraakt. Bijgevolg is de *actio popularis* niet toelaatbaar.

B.3.1. Artikel 190 van de Grondwet bepaalt :

« Geen wet, geen besluit of verordening van algemeen, provinciaal of gemeentelijk bestuur is verbindend dan na te zijn bekendgemaakt in de vorm bij de wet bepaald. »

De aangevochten bepalingen regelen voor alle teksten waarvoor, ter uitvoering van artikel 190 van de Grondwet, de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* wordt bevolen, de wijze van die bekendmaking. Zij worden bekritiseerd in zoverre de bekendmaking, met uitzondering van drie op papier gedrukte exemplaren zoals bedoeld in artikel 474 van de bestreden wet, voortaan gebeurt « via de internetsite van het Bestuur van het *Belgisch Staatsblad* ».

B.3.2. Rekening houdend met het feit dat de bekendmaking een noodzakelijke voorwaarde is om officiële teksten verbindend te maken, is de mogelijkheid voor elke persoon om te allen tijde hiervan kennis te nemen een recht dat inherent is aan de rechtsstaat, omdat het die kennisneming is die iedereen in staat zal stellen zich naar die teksten te gedragen.

Daaruit volgt dat elke persoon, zij het een rechtspersoon, over een belang beschikt om de bepalingen te betwisten van een wet die de wijze van bekendmaking wijzigt van teksten die zijn situatie kunnen raken.

B.4. De exceptie wordt verworpen.

*Ten gronde*

B.5. Het onderzoek van het middel dat is afgeleid uit de schending van de bevoegdheidverdelende regels gaat vooraf aan het onderzoek van het middel dat is afgeleid uit de schending van het grondwettelijke beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie.

*Ten aanzien van het middel afgeleid uit de schending van de bevoegdheidverdelende regels*

B.6. Volgens de verzoekende partij schenden de bestreden bepalingen de artikelen 54, 55 en 84 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, die de gemeenschappen en de gewesten de verplichting zouden opleggen om hun decretales en verordenende teksten bekend te maken in het *Belgisch Staatsblad* zoals dat laatste bestond toen die bepalingen werden aangenomen. Doordat de federale wetgever die regels van bekendmaking eenzijdig wijzigt, zou hij afbreuk hebben gedaan aan de prerogatieven van de gemeenschappen en de gewesten.

B.7.1. Artikel 54 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt :

« § 1. De bekrachtiging en de afkondiging van de decreten van de Vlaamse Raad geschieden op de volgende wijze :

' De Vlaamse Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

(decreet)

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. '

§ 2. De bekrachtiging en de afkondiging van de decreten van de Franse Gemeenschapsraad geschieden op de volgende wijze :

' Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

(decreet)

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*. '

§ 3. De bekrachtiging en de afkondiging van de decreten van de Waalse Gewestraad geschieden op de volgende wijze :

' Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

(decreet)

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*. ' »

Artikel 55 van dezelfde bijzondere wet stelt :

« Na hun afkondiging worden de decreten van de Vlaamse Raad met een Franse vertaling, de decreten van de Franse Gemeenschapsraad met een Nederlandse vertaling, en de decreten van de Waalse Gewestraad met een Nederlandse en een Duitse vertaling bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. »

Artikel 84 van dezelfde bijzondere wet luidt :

« De bekendmaking en de inwerkingtreding van de besluiten van de Regeringen geschieden als volgt :

1° De besluiten van de Regeringen worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt met een vertaling in het Frans of in het Nederlands, naargelang van het geval. De besluiten van de Waalse Regering worden bekendgemaakt met bovendien een vertaling in het Duits.

Wanneer zij geen belang hebben voor de algemeenheid van de burgers, mogen de in het eerste lid bedoelde besluiten evenwel bij uittreksel bekendgemaakt worden of het voorwerp zijn van een gewone vermelding in het *Belgisch Staatsblad*; wanneer hun bekendmaking geen openbaar nut heeft, mag daarvan afgezien worden.

2° De besluiten worden verbindend vanaf de tiende dag na die van hun bekendmaking, tenzij zij een andere termijn bepalen.

De besluiten waarvan kennis is gegeven aan de belanghebbenden, worden verbindend zodra daarvan kennis is gegeven of vanaf de bekendmaking, als deze voorafgaat. »

B.7.2. Door de gemeenschappen en de gewesten de verplichting op te leggen om hun decretales en verordenende teksten bekend te maken in het *Belgisch Staatsblad*, wilde de bijzondere wetgever de toepassing van het in artikel 190 van de Grondwet verankerde beginsel uitbreiden tot die teksten (*Parl. St.*, Senaat, 1979-1980, nr. 1/434, p. 42).

B.8. Noch de Grondwet, noch de bijzondere wet van 8 augustus 1980 kennen de gemeenschappen en de gewesten de bevoegdheid toe om de officiële bekendmaking van hun teksten te regelen. De federale wetgever kon dus, krachtens zijn residuaire bevoegdheid, nieuwe regels vaststellen in verband met de materiële drager van de bij artikel 22 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 opgelegde bekendmaking van de decreten en hun uitvoeringsbesluiten.

Bovendien blijkt noch uit de voormelde teksten van de bijzondere wet, noch uit de parlementaire voorbereiding ervan dat de bijzondere wetgever de bedoeling zou hebben gehad om de verplichting op te leggen dat de bekendmaking van de decreten en verordeningen van de gemeenschappen en de gewesten in het *Belgisch Staatsblad* gebeure in de vorm die het had op het ogenblik van de aanneming van de bijzondere wet.

B.9. Het middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van het middel afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet*

B.10. De verzoekende partij voert aan dat de aangevochten bepalingen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden, in zoverre zij de raadpleging van het *Belgisch Staatsblad* minder gemakkelijk en buitengewoon duur zouden maken, vermits men over krachtig informaticamaterieel en een internetverbinding moet beschikken om toegang te kunnen hebben tot de inhoud van het *Belgisch Staatsblad*. De aangevochten bepalingen zouden een discriminatie in het leven roepen tussen de burgers naar gelang van hun financiële of sociale situatie, vermits enkel de rijke en ingewijde burgers toegang zouden hebben tot de internetsite van het *Belgisch Staatsblad*. Die bepalingen zouden tevens de gelijkheid tussen de ambtenaren verstoren, aangezien slechts enkelen een internetverbinding zouden hebben.

B.11. De bestreden bepalingen zijn ingevoerd in de programmawet (I) van 24 december 2002 bij wege van een amendement dat werd voorgesteld door de Regering en dat werd verantwoord als volgt :

« De beslissing van de Federale Regering werd ingegeven door de vaststelling dat het aantal abonnementen op de papieren versie aanzienlijk daalde en dat het aantal consultaties via de elektronische versie, die sinds 5 jaar beschikbaar is, continu stijgt. Daarenboven kost de druk en de verzending van de papieren versie van het *Belgisch Staatsblad* aanzienlijk meer dan er opbrengsten zijn uit de abonnementen, waardoor er door het afschaffen van de verzending van de papieren versie door het Bestuur van het *Belgisch Staatsblad* een besparing gerealiseerd zal worden. » (*Parl. St., Kamer, 2002-2003, DOC 50-2124/009, p. 3*)

B.12. De wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen heeft de verplichting opgelegd om de teksten van de federale overheid in het *Belgisch Staatsblad* bekend te maken.

Voor de decreten van de gemeenschappen en de gewesten geldt dezelfde verplichting krachtens de artikelen 22 en 54 tot 56 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en de artikelen 46 tot 48 van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap. De artikelen 8, 32, 33, 69 en 73 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen bevatten analoge bepalingen voor de ordonnanties van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, en ook de decreten houdende overdracht van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie organiseren die bekendmaking voor de decreten die uitgaan van de Franse Gemeenschapscommissie.

Andere bepalingen van de voormelde wetten handelen over de bekendmaking van de administratieve akten van die verschillende overheden.

B.13. Volgens al die teksten zijn de wetgevende akten, alsook de administratieve akten die belang hebben « voor de meerderheid van de burgers » (artikel 56, § 1, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 18 juli 1966 en artikel 84 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen), verbindend de tiende dag na die van hun bekendmaking, tenzij zij een andere termijn bepalen.

Het aan de bekendmaking verbonden gevolg veronderstelt dat de wijze van bekendmaking waarvoor de wetgever opteert, zonder discriminatie de toegankelijkheid van de officiële teksten garandeert, zodat alle adressaten van die teksten in staat zijn kennis te nemen van de hun bij die teksten opgelegde verplichtingen en toegekende rechten.

B.14. De aangevochten bepalingen roepen op zichzelf geen verschil in behandeling in het leven, vermits de personen op wie de wetgevende en administratieve akten van toepassing zijn daarvan op dezelfde wijze kennis kunnen nemen. Wat die bepalingen echter wordt verweten, is precies dat geen rekening is gehouden met het feit dat elkeen geen gelijke toegang heeft tot de informatietechnieken. Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie kan evenwel worden geschonden wanneer de wetgever personen die zich in fundamenteel verschillende situaties bevinden op dezelfde wijze behandelt.

B.15. De afschaffing van de op papier gedrukte uitgave van het *Belgisch Staatsblad*, buiten de drie exemplaren die worden gedeponereerd in de Koninklijke Bibliotheek van België, bij het Ministerie van Justitie alsmede bij het Bestuur van het *Belgisch Staatsblad*, en de vervanging ervan door een terbeschikkingstelling aan het publiek via de internetsite van het Bestuur van het *Belgisch Staatsblad* zijn maatregelen waarvan redelijkerwijze kan worden aangenomen dat zij verband houden met de door de wetgever vooropgestelde en in B.11 vermelde doelstelling. Zij passen overigens in de evolutie van de samenleving, aangezien informaticatechnieken meer en meer de gebruikelijke wijze van communicatie worden.

B.16. Het Hof dient evenwel nog te onderzoeken of, door de gevolgen welke die maatregelen kunnen hebben, niet op onevenredige wijze afbreuk wordt gedaan aan het in B.3.2 vermelde recht, door voor een bepaalde categorie van personen niet te voorzien in een andere, aan hun situatie aangepaste wijze van toegang tot de teksten die voor hen rechtsgevolgen hebben.

B.17. Inzake de toegankelijkheid wordt in de parlementaire voorbereiding van de aangevochten bepalingen vermeld dat niet alleen het exemplaar dat gedeponereerd wordt bij het Bestuur van het *Belgisch Staatsblad* door elke geïnteresseerde persoon kan worden geraadpleegd, maar ook dat de gemeenten en de bibliotheken moeten investeren in de aankoop van informaticamaterieel (*B. V., Kamer, 2002-2003, 50 COM 850, p. 1*), en ten slotte, dat personen die geen informatica ter beschikking hebben, zich door de diensten van het *Belgisch Staatsblad*, binnen 24 uur volgend op hun verzoek, een gewaarmerkte kopie van de akte die of het document dat zij wensen te verkrijgen, kunnen laten overleggen (*Parl. St., Senaat, 2002-2003, nr. 2-1390/5, p. 10*).

B.18. Deze laatste maatregel, waarbij het mogelijk is een kopie van een akte of een document uit het *Belgisch Staatsblad* te verkrijgen, is niet van dien aard dat daardoor de negatieve gevolgen van de bestreden bepalingen worden verholpen. Aangezien personen die geen informaticamaterieel ter beschikking hebben het *Belgisch Staatsblad* zelf niet kunnen raadplegen, zal het voor diegene die een tekst zoekt immers uiterst moeilijk zijn om het exemplaar waarin de desbetreffende tekst is bekendgemaakt te identificeren.

Die maatregel voert aldus een verschil in behandeling in tussen diegene die, aangezien hij toegang heeft tot informaticamaterieel, op eenvoudige wijze alle nummers kan raadplegen van het *Belgisch Staatsblad* die zijn uitgegeven sinds de inwerkingtreding van de aangevochten bepalingen en daaronder de tekst kan vinden die hem interesseert, en diegene die, aangezien hij geen toegang heeft tot de informatica, het nummer waarin die tekst is bekendgemaakt niet kan identificeren.

B.19. De mogelijkheid om de bij het Bestuur van het *Belgisch Staatsblad* gedeponeerde exemplaren te raadplegen kan weliswaar een dergelijk opzoekingswerk mogelijk maken, maar zij verzekert niet aan eenieder de toegang, zonder overdreven moeilijkheden, tot de teksten die hen aanbelangen.

B.20. Een tijdens de parlementaire voorbereiding geopperde oplossing zou erin bestaan dat de gemeenten en de bibliotheken zich uitrusten met informaticamaterieel (*B.V., Kamer, 2002-2003, 50 COM 850, pp. 1 en 2*), maar niets waarborgt dat zij dit zullen doen, noch dat zij over de noodzakelijke infrastructuur en middelen zouden beschikken om zulks te doen.

B.21. Het op papier uitgegeven *Belgisch Staatsblad* bood wellicht evenmin de verzekering dat eenieder kennis nam van de teksten waardoor hij gebonden was. Voor sommige personen zal de terbeschikkingstelling van de teksten op een internetsite zelfs de toegang ertoe bevorderen en eveneens die toegang minder duur maken.

Niettemin blijft het feit dat, ten gevolge van de bestreden bepalingen, aan een aanzienlijk aantal personen de effectieve toegang tot de officiële teksten wordt ontzegd, inzonderheid door de ontstentenis van begeleidende maatregelen die hun de mogelijkheid zouden bieden die teksten te raadplegen, terwijl zij voordien de mogelijkheid hadden om kennis te nemen van de inhoud van het *Belgisch Staatsblad* zonder over bijzonder materieel te moeten beschikken en zonder in het bezit te moeten zijn van enige andere kwalificatie dan te kunnen lezen.

B.22. Aangezien de bestreden maatregel niet gepaard gaat met voldoende maatregelen die waarborgen dat de rechtsonderhorigen een gelijke toegang hebben tot die teksten, heeft hij onevenredige gevolgen ten nadele van bepaalde categorieën van personen.

Hij is dan ook niet bestaanbaar met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.23. Rekening houdend met de omstandigheid dat de bestreden maatregel toepassing vindt sinds 1 januari 2003, dat de wetgever de keuze heeft van de maatregelen om een einde te maken aan de vastgestelde discriminatie, maar dat de tenuitvoerlegging van die maatregelen een zekere tijd kan vereisen, dienen de gevolgen van de vernietigde bepalingen met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof te worden gehandhaafd zoals aangegeven in het beschikkende gedeelte.

Om die redenen,

Het Hof

- vernietigt de artikelen 474 en 475 van de programmawet (I) van 24 december 2002;

- handhaaft op definitieve wijze de gevolgen van de overeenkomstig de vernietigde bepalingen tot en met 31 juli 2005 verrichte publicaties.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 16 juni 2004.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

## SCHIEDSHOF

[2004/201958]

### Auszug aus dem Urteil Nr. 106/2004 vom 16. Juni 2004

Geschäftsverzeichnisnummer 2753

*In Sachen:* Klage auf Nichtigkeitsklärung der Artikel 474, 475, 476 und 478 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002 («Verfahren zur Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*»), erhoben von der VoG GERFA.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

#### I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 30. Juni 2003 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. Juli 2003 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG GERFA, mit Sitz in 1190 Brüssel, avenue du Pont de Luttre 137, Klage auf Nichtigkeitsklärung der Artikel 474, 475, 476 und 478 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002 («Verfahren zur Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*») (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. Dezember 2002).

(...)

#### II. In rechtlicher Beziehung

(...)

B.1. Die Artikel 472 bis 478 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002, zu denen die angefochtenen Bestimmungen gehören, lauten wie folgt:

«Art. 472. Das *Belgische Staatsblatt* ist eine amtliche Veröffentlichung, die von der Direktion des *Belgischen Staatsblattes* herausgegeben wird und in der alle Texte gesammelt werden, deren Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* angeordnet wird.

Art. 473. Die zu veröffentlichenden Texte werden in Ausgaben gruppiert. Jede Ausgabe hat ein Datum und eine aufsteigende laufende Nummer. Mehrere Ausgaben für ein Veröffentlichungsdatum sind möglich. Die erste Nummer des *Belgischen Staatsblattes* von jedem Jahrgang trägt die laufende Nummer 1.

Das *Belgische Staatsblatt* hat eine durchlaufende Paginierung, die mit Seite 1 der ersten Nummer von jedem Jahrgang beginnt.

In jeder Ausgabe wird ausdrücklich Name und Funktion des verantwortlichen Beamten der Direktion des *Belgischen Staatsblattes* und der Erscheinungsort vermerkt.

Art. 474. Die Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* durch die Direktion des *Belgischen Staatsblattes* erfolgt in drei Exemplaren, die auf Papier gedruckt werden.

Ein Exemplar wird in Ausführung des Gesetzes vom 8. April 1965 zur Einführung der Ablieferung von Pflichtexemplaren an die Königliche Bibliothek von Belgien hinterlegt, ein Exemplar wird beim Minister der Justiz als Hüter des Staatssiegels aufbewahrt und ein Exemplar ist zur Einsichtnahme bei der Direktion des *Belgischen Staatsblattes* verfügbar.

Art. 475. Jede andere Zurverfügungstellung für das Publikum erfolgt über die Internetseite der Direktion des *Belgischen Staatsblattes*.

Die auf dieser Internetseite zur Verfügung gestellten Veröffentlichungen sind genaue Reproduktionen in elektronischem Format der in Artikel 474 vorgesehenen Exemplare auf Papier.

Art. 476. Das Datum, an dem gemäß Artikel 475 die Zurverfügungstellung über die Internetseite der Direktion des *Belgischen Staatsblattes* erfolgt, entspricht dem Datum, das auf der Ausgabe vermerkt ist, die gemäß den Bestimmungen von Artikel 473 veröffentlicht wird.

Bevor die in Artikel 474 vorgesehenen Exemplare hinterlegt und aufbewahrt werden, wird darauf das Datum vermerkt, an dem die Zurverfügungstellung auf der Internetseite der Direktion des *Belgischen Staatsblattes* erfolgt ist, und Name, Funktion und Unterschrift des leitenden Beamten der Direktion des *Belgischen Staatsblattes* beziehungsweise seines Vertreters, die vom Minister der Justiz bestimmt werden.

Art. 477. Weder für den Gebrauch der gemäß Artikel 475 über die Internetseite der Direktion des *Belgischen Staatsblattes* zur Verfügung gestellten Dateien noch für deren Abfrage oder weitere Verarbeitung ist eine Vergütung zu entrichten.

Die Dateien dürfen sowohl für persönlichen als auch für kommerziellen Gebrauch frei verwendet werden.

Art. 478. Die Artikel 472 bis 477 treten am 1. Januar 2003 in Kraft.»

*In bezug auf die Zulässigkeit der Klage*

B.2.1. Der Ministerrat ficht das Interesse der VoG «Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative» (nachstehend: GERFA), klagende Partei, mit der Begründung an, die angefochtenen Bestimmungen beeinträchtigen nicht die Untersuchung und Förderung der Reform der öffentlichen Verwaltungen und hätten keinen Einfluß auf die Bedingungen, unter denen die klagende Partei an der Arbeitsweise des öffentlichen Dienstes beteiligt sei.

B.2.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof erfordern, daß eine juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse an der Klageerhebung vor dem Hof nachweist.

Das erforderliche Interesse liegt nur bei denjenigen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte. Demzufolge ist die Popularklage nicht zulässig.

B.3.1. Artikel 190 der Verfassung bestimmt:

«Gesetze sowie Erlasse und Verordnungen im Bereich der allgemeinen, provinziellen oder kommunalen Verwaltung werden erst verbindlich, nachdem sie in der durch Gesetz bestimmten Form veröffentlicht worden sind.»

Die angefochtenen Bestimmungen regeln für alle Texte, deren Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Ausführung von Artikel 190 der Verfassung angeordnet ist, deren Veröffentlichungsweise. Es wird bemängelt, daß die Veröffentlichung künftig, mit Ausnahme von drei auf Papier ausgedruckten Exemplaren im Sinne von Artikel 474 des angefochtenen Gesetzes, «über die Internetseite der Direktion des *Belgischen Staatsblattes*» erfolge.

B.3.2. Da die Veröffentlichung eine wesentliche Bedingung für die bindende Kraft der amtlichen Texte ist, bildet die Möglichkeit eines jeden Bürgers, sie jederzeit zur Kenntnis nehmen zu können, ein mit dem Rechtsstaat verbundenes Recht, da diese Kenntnis es jedem ermöglicht, sie einzuhalten.

Folglich verfügt jede Person, und sei es eine juristische Person, über ein Interesse, die Bestimmungen eines Gesetzes anzufechten, das die Weise der Veröffentlichung von Texten ändert, die sich auf ihre Lage auswirken kann.

B.4. Die Einrede wird abgewiesen.

*Zur Hauptsache*

B.5. Die Prüfung des aus dem Verstoß gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung abgeleiteten Klagegrundes geht der Prüfung desjenigen voraus, der aus dem Verstoß gegen den Verfassungsgrundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung abgeleitet ist.

*In bezug auf den aus dem Verstoß gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung abgeleiteten Klagegrund*

B.6. Nach Darlegung der klagenden Partei verstießen die von ihr angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 54, 55 und 84 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, die den Gemeinschaften und Regionen vorschrieben, ihre Dekrets- und Verordnungstexte im *Belgischen Staatsblatt* zu veröffentlichen, so wie es zum Zeitpunkt ihrer Annahme bestanden habe. Durch die einseitige Änderung dieser Regeln über die Veröffentlichung habe der föderale Gesetzgeber die Vorrechte der Gemeinschaften und Regionen verletzt.

B.7.1. Artikel 54 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen bestimmt:

«§ 1. Die Sanktionierung und Ausfertigung der Dekrete des Flämischen Rates geschehen folgenderweise:

' De Vlaamse Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

(Dekret)

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. '

§ 2. Die Sanktionierung und Ausfertigung der Dekrete des Rates der Französischen Gemeinschaft geschehen folgenderweise:

' Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

(Dekret)

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*. '

§ 3. Die Sanktionierung und Ausfertigung der Dekrete des Wallonischen Regionalrates geschehen folgenderweise:

' Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

(Dekret)

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*. '»

Artikel 55 desselben Sondergesetzes lautet wie folgt:

«Nach erfolgter Ausfertigung werden die Dekrete des Flämischen Rates mit einer Übersetzung in Französisch, die Dekrete des Rates der Französischen Gemeinschaft mit einer Übersetzung in Niederländisch sowie die Dekrete des Wallonischen Regionalrates mit einer Übersetzung in Niederländisch und in Deutsch im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.»

Artikel 84 desselben Sondergesetzes lautet wie folgt:

«Die Veröffentlichung und das Inkrafttreten der Erlasse der Regierungen geschehen folgenderweise:

1. Die Erlasse der Regierungen werden je nach Fall mit einer niederländischen oder einer französischen Übersetzung im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. Die Erlasse der Wallonischen Regierung werden außerdem mit einer deutschen Übersetzung veröffentlicht.

Wenn die Erlasse im Sinne von Absatz 1 jedoch nicht die Allgemeinheit der Bürger betreffen, können sie nur auszugsweise veröffentlicht werden oder nur Gegenstand einer einfachen Erwähnung im *Belgischen Staatsblatt* sein; wenn ihre Veröffentlichung nicht von öffentlichem Interesse ist, kann davon abgesehen werden.



2. Die Erlasse sind ab dem zehnten Tag nach ihrer Veröffentlichung bindend, es sei denn, es wurde darin eine andere Frist festgelegt.

Die Erlasse, die den Betroffenen zugestellt werden, sind bindend ab der Zustellung oder ihrer Veröffentlichung, wenn diese vorher erfolgt.»

B.7.2. In dem der Sondergesetzgeber den Gemeinschaften und Regionen die Veröffentlichung ihrer Dekrets- und Verordnungstexte im *Belgischen Staatsblatt* auferlegte, wollte er die Anwendung des in Artikel 190 der Verfassung bestätigten Grundsatzes auf diese Texte ausdehnen (*Parl. Dok.*, Senat, 1979-1980, Nr. 1/434, S. 42).

B.8. Weder die Verfassung noch das Sondergesetz vom 8. August 1980 verleiht den Gemeinschaften und Regionen die Befugnis, die amtliche Veröffentlichung ihrer Texte zu regeln. Der föderale Gesetzgeber konnte folglich aufgrund seiner Restbefugnis neue Regeln über den materiellen Träger zur Veröffentlichung der Dekrete und ihrer Ausführungserlasse, die durch Artikel 22 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 vorgeschrieben ist, festlegen.

Außerdem ist weder in den obenerwähnten Texten des Sondergesetzes noch in ihren Vorarbeiten ersichtlich, daß der Sondergesetzgeber die Absicht gehabt hätte, daß die Veröffentlichung der Dekrete und Verordnungen der Gemeinschaften und Regionen im *Belgischen Staatsblatt* in der Form erfolgen müsse, die zum Zeitpunkt der Annahme des Sondergesetzes bestanden habe.

B.9. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In bezug auf den aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleiteten Klagegrund*

B.10. Die klagende Partei führt an, die angefochtenen Bestimmungen verstießen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem sie die Einsichtnahme des *Belgischen Staatsblattes* weniger einfach und äußerst kostspielig machten, da man über leistungsstarke EDV-Geräte und einen Internetanschluß verfügen müsse, um Zugang zum Inhalt des *Belgischen Staatsblattes* zu haben. Die angefochtenen Bestimmungen würden eine Diskriminierung zwischen den Bürgern je nach ihrer finanziellen oder sozialen Situation schaffen, da nur die reichen und damit vertrauten Bürger Zugang zur Internetseite des *Belgischen Staatsblattes* hätten. Diese Bestimmungen drückten außerdem einen Bruch der Gleichheit unter Beamten aus, da nur einige unter ihnen einen Internetanschluß besäßen.

B.11. Die angefochtenen Bestimmungen wurden durch einen von der Regierung eingereichten Abänderungsantrag mit folgender Begründung in das Programmgesetz (I) vom 24. Dezember 2002 eingefügt:

«Der Beschluß der Föderalregierung beruht auf der erheblichen Abnahme der Abonnements für die Papierfassung und auf der ständigen Zunahme der Einsichtnahmen der elektronischen Fassung, die seit fünf Jahren online möglich ist. Außerdem kosten der Druck und die Verteilung der Papierausführung des *Belgischen Staatsblattes* wesentlich mehr als die Einnahmen aus Abonnements, und die Abschaffung der Verteilung der Papierfassung durch die Direktion des *Belgischen Staatsblattes* wird Einsparungen ermöglichen.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2002-2003, DOC 50-2124/009, S. 3)

B.12. Das Gesetz vom 31. Mai 1961 über den Sprachengebrauch in Gesetzgebungsangelegenheiten, die Gestaltung, die Veröffentlichung und das Inkrafttreten von Gesetzes- und Verordnungstexten hat die Verpflichtung auferlegt, die Texte der Föderalbehörde im *Belgischen Staatsblatt* zu veröffentlichen.

Für die Dekrete der Gemeinschaften und Regionen wird die gleiche Verpflichtung durch die Artikel 22 und 54 bis 56 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und durch die Artikel 46 bis 48 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft auferlegt. Die Artikel 8, 32, 33, 69 und 73 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen enthalten ähnliche Verpflichtungen für die Ordonnanzen der Region Brüssel-Hauptstadt und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, und auch die Dekrete zur Übertragung der Ausübung gewisser Befugnisse der Französischen Gemeinschaft an die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission organisieren diese Veröffentlichung für die von der Französischen Gemeinschaftskommission ausgehenden Dekrete.

Andere Bestimmungen der obengenannten Gesetze betreffen die Veröffentlichung der Verwaltungsakte dieser verschiedenen Obergkeiten.

B.13. Gemäß all diesen Texten sind die Gesetzgebungsakte sowie die Verwaltungsakte, die «die Allgemeinheit der Bürger» betreffen (Artikel 56 § 1 der Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten, koordiniert durch den königlichen Erlaß vom 18. Juli 1966 und Artikel 84 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen), bindend ab dem zehnten Tag nach ihrer Veröffentlichung, außer wenn darin eine andere Frist festgesetzt ist.

Die mit der Veröffentlichung verbundene Wirkung setzt voraus, daß die Weise der Veröffentlichung, für die sich der Gesetzgeber entscheidet, den Zugang zu den amtlichen Texten ohne Diskriminierung gewährleistet, damit sämtliche Adressaten dieser Texte die Verpflichtungen zur Kenntnis nehmen können, die ihnen durch diese Texte auferlegt werden, und die Rechte, die ihnen hierdurch gewährt werden.

B.14. Die angefochtenen Bestimmungen schaffen an sich keinen Behandlungsunterschied, da alle Personen, auf die die Gesetzes- und Verwaltungsakte Anwendung finden, sie auf die gleiche Weise zur Kenntnis nehmen können. Bemängelt wird jedoch, daß diese Bestimmungen nicht berücksichtigt hätten, daß nicht jeder auf gleiche Weise Zugang zu den EDV-Techniken habe. Es kann jedoch ein Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung vorliegen, wenn der Gesetzgeber Personen, die sich in wesentlich unterschiedlichen Situationen befinden, auf die gleiche Weise behandelt.

B.15. Die Abschaffung der auf Papier ausgedruckten Ausgabe des *Belgischen Staatsblattes* mit Ausnahme der drei Exemplare, die in der Königlichen Bibliothek von Belgien, im Justizministerium sowie in der Direktion des *Belgischen Staatsblattes* hinterlegt werden, und ihr Ersatz durch eine Bereitstellung über die Internetseite der Direktion des *Belgischen Staatsblattes* für die Öffentlichkeit sind Maßnahmen, von denen vernünftigerweise anzunehmen ist, daß sie im Verhältnis zur Zielsetzung des Gesetzgebers stehen, die in B.11 erwähnt wurde. Sie entsprechen im übrigen der Entwicklung der Gesellschaft, da die EDV-Technik ein immer geläufigeres Kommunikationsmittel wird.

B.16. Der Hof muß jedoch noch prüfen, ob nicht durch die möglichen Auswirkungen dieser Maßnahmen das in B.3.2 erwähnte Recht in unverhältnismäßiger Weise verletzt wird zum Nachteil einer Kategorie von Personen, indem für sie keine andere, ihrer Situation angepaßte Weise des Zugangs zu den Texten, die Rechtsfolgen für sie haben, vorgesehen wird.

B.17. In bezug auf die Zugänglichkeit ist aus den Vorarbeiten nicht nur ersichtlich, daß das bei der Direktion des *Belgischen Staatsblattes* hinterlegte Exemplare dort von jeder betroffenen Person eingesehen werden kann, sondern daß außerdem die Gemeinden und die Bibliotheken in die Anschaffung von EDV-Geräten investieren müssen (Kurzbericht, Kammer, 2002-2003, 50 COM 850, S. 1) und daß schließlich die Personen, die nicht über EDV-Geräte verfügen, sich von den Diensten des *Belgischen Staatsblattes* innerhalb von 24 Stunden nach ihrem Antrag eine beglaubigte Abschrift des gewünschten Aktes oder Dokumentes aushändigen lassen können (*Parl. Dok.*, Senat, 2002-2003, Nr. 2-1390/5, S. 10).

B.18. Die letztgenannte Maßnahme erlaubt es, eine Abschrift eines Aktes oder eines Dokumentes vom *Belgischen Staatsblatt* zu erhalten, ist aber nicht geeignet, den negativen Auswirkungen der angefochtenen Bestimmungen abzuwehren. Da diejenigen, die keine EDV-Geräte besitzen, das *Belgische Staatsblatt* nicht selbst einsehen können, wird es nämlich für jemanden, der einen Text sucht, äußerst schwierig sein, das Exemplar herauszufinden, in dem der betreffende Text veröffentlicht wurde.

Diese Maßnahme führt somit einen Behandlungsunterschied ein zwischen denjenigen, die Zugang zu EDV-Geräten haben und leicht alle seit dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmungen herausgegebenen Ausgaben des *Belgischen Staatsblattes* einsehen und dort den sie interessierenden Text finden können, und denjenigen, die keinen Zugang zur Informatik haben und daher die Ausgabe, in der dieser Text veröffentlicht wurde, nicht ausfindig machen können.

B.19. Die Möglichkeit, die bei der Direktion des *Belgischen Staatsblattes* hinterlegten Exemplare einzusehen, kann sicherlich solche Nachforschungen ermöglichen, doch sie gewährleistet nicht, daß jeder ohne übertriebene Schwierigkeiten Zugang zu den ihn betreffenden Texten hat.

B.20. Eine während den Vorarbeiten erwähnte Lösung würde darin bestehen, daß die Gemeinden und Bibliotheken EDV-Geräte anschaffen (Kurzbericht, Kammer, 2002-2003, 50 COM 850, SS. 1 und 2), doch sie gewährleistet nicht, daß sie es tun oder daß sie über die hierzu erforderlichen Infrastrukturen und Mittel verfügen.

B.21. Sicherlich gewährleistete das auf Papier herausgegebene *Belgische Staatsblatt* ebenfalls nicht, daß jeder die für ihn verbindlichen Texte kannte. Für gewisse Personen wird die Bereitstellung der Texte auf einer Internetseite sogar den Zugang begünstigen und ebenfalls weniger kostspielig machen.

Dennoch wird durch die angefochtenen Bestimmungen einer großen Zahl von Personen der tatsächliche Zugang zu den amtlichen Texten entzogen, insbesondere durch das Fehlen von Begleitmaßnahmen, die ihnen die Möglichkeit geben würden, diese Texte einzusehen, obwohl sie zuvor die Möglichkeit hatten, den Inhalt des *Belgischen Staatsblattes* zur Kenntnis zu nehmen, ohne über besondere Geräte verfügen und ohne eine andere Qualifikation als das Lesen besitzen zu müssen.

B.22. Da die angefochtene Maßnahme nicht mit ausreichenden Maßnahmen einhergeht, die den gleichen Zugang zu den amtlichen Texten gewährleisten, hat sie unverhältnismäßige Folgen zum Nachteil gewisser Kategorien von Personen.

Sie ist folglich nicht mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar.

B.23. Unter Berücksichtigung dessen, daß die angefochtene Maßnahme seit dem 1. Januar 2003 Anwendung findet, daß der Gesetzgeber Maßnahmen wählen kann, um die festgestellte Diskriminierung zu beenden, daß deren Durchführung jedoch Zeit in Anspruch nehmen kann, sind in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Auswirkungen der für nichtig erklärten Bestimmungen auf die im Urteilstenor angegebene Weise aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt die Artikel 474 und 475 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002 für nichtig;  
- erhält die Folgen der aufgrund der für nichtig erklärten Bestimmungen bis zum 31. Juli 2005 erfolgten Veröffentlichungen endgültig aufrecht.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 16. Juni 2004.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,  
M. Melchior.

#### COMMISSIE VOOR HET BANK-, FINANCIË- EN ASSURANTIEWEZEN

[2004/95045]

##### Bericht van overdracht van een portefeuille van hypothecaire schuldvorderingen

In toepassing van artikel 53 van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet en naar aanleiding van de fusie door opslorping van U.A.B. door AXA Belgium, wordt bekendgemaakt de overdracht van de portefeuille van hypothecaire schuldvorderingen van de onderneming « U.A.B. », naamloze vennootschap, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Marcel Thiry laan 208, te 1170 Brussel, aan de onderneming « AXA Belgium », naamloze vennootschap, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Vorstlaan 25, te 1170 Brussel.

Deze overdracht, die uitwerking heeft vanaf 24 mei 2004, is tegenstelbaar aan alle derden door deze bekendmaking. (25562)

#### COMMISSION BANCAIRE, FINANCIERE ET DES ASSURANCES

[2004/95045]

##### Avis de cession d'un portefeuille de créances hypothécaires

En application de l'article 53 de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire et suite à la fusion par absorption d'U.A.B. par AXA Belgium, est publiée la cession du portefeuille de créances hypothécaires de l'entreprise « U.A.B. », société anonyme, dont le siège social est situé avenue Marcel Thiry 208, à 1170 Bruxelles, à l'entreprise « AXA Belgium », société anonyme, dont le siège social est situé boulevard du Souverain 25, à 1170 Bruxelles.

Cette cession, qui produit ses effets au 24 mai 2004, est opposable à tous les tiers par la présente publication. (25562)

#### SELOR SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[C - 2004/08126]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige artsen (m/v) (niveau 1), Dringende Medische Hulpverlening, Provinciaal gezondheidsinspecteur Oost- of West-Vlaanderen voor de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu. — (ANG04010)

Na deze selectie wordt een lijst met maximum 10 geslaagden aangelegd, die twee jaar geldig blijft. Indien er voor de toekenning van de laatste plaats verscheidene geslaagden zijn met een gelijk aantal punten, wordt het maximumaantal geslaagden in hun voordeel verhoogd.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Belg zijn of burger van een ander land behorende tot de Europese Economische Ruimte.

#### SELOR BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[C - 2004/08126]

Sélection comparative de médecins (m/f) (niveau 1), d'expression néerlandaise, « Aide médicale urgente », Inspecteur provincial de la santé de la Flandre occidentale ou orientale du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement. (ANG04010)

Une réserve de 10 lauréats maximum, valable deux ans, sera établie. Si plusieurs lauréats sont à égalité de points pour l'attribution de la dernière place, le nombre maximum de lauréats fixé est augmenté en leur faveur.

Conditions d'admissibilité :

1. Etre belge ou citoyen d'un autre Etat faisant partie de l'Espace économique européen.